

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

19<sup>ème</sup> année - N° 3235 - Mercredi 12 Septembre 2018 - Prix : 200 Fc

RENCONTRE ENTRE LE PRÉSIDENT ET LES GRANDS ELUS

## Gouverneur Salami : "Un référendum, quel référendum?"



Le président Azali reçoit les  
grands élus



**TENTATIVE DE COUP D'ETAT**

**Le chef d'Etat-major adjoint  
aux arrêts depuis lundi**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de la Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

## POLITIQUE

## L'Union de l'opposition disposée au dialogue

*Le vice-président de l'Union de l'opposition s'est exprimé sur la venue de la mission de l'Union Africaine à Moroni. L'Union de l'Opposition se dit disposée à accepter la médiation de l'Union Africaine afin d'aboutir au plus large consensus possible sur l'avenir constitutionnel des Comores.*

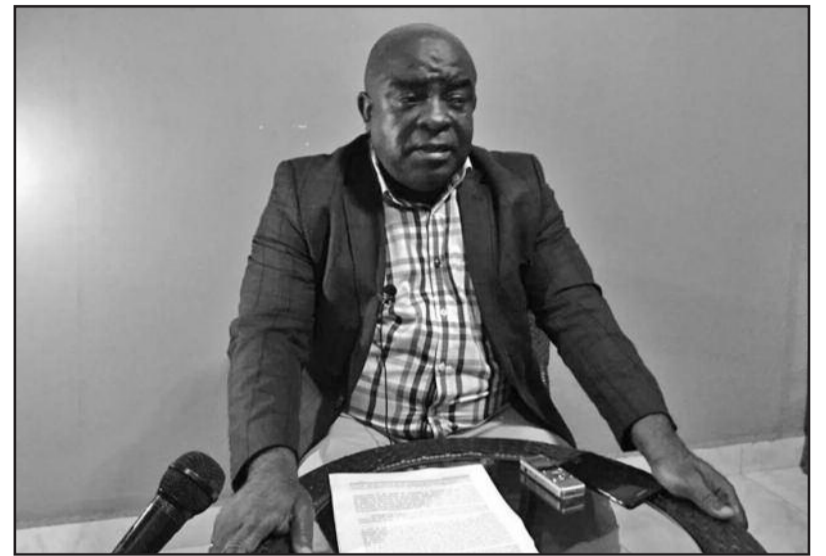
Une mission de l'Union Africaine conduite par Ramtane Lamamra est attendue aujourd'hui mercredi à Moroni. C'est dans ce contexte que le vice-président de l'Union de l'opposition s'est exprimé lundi pour saluer la constance de la position de l'Union Africaine qui n'a jamais cessé de faire appel au dialogue inclusif entre les parties comoriennes. Mouigni Baraka Said Soilihi dit accepter la médiation de

l'Union Africaine afin d'aboutir au plus large consensus possible sur l'avenir constitutionnel des Comores dans le respect des acquis de la réconciliation nationale, notamment l'unité nationale, l'autonomie des îles et le principe de la présidence tournante entre les îles. «L'implication de l'UA dans la recherche d'une solution à cette crise est une réponse de la demande expresse par le gouvernement d'alors et réitérée par les gouvernements successifs ainsi que toutes les autres parties comoriennes », rappelle Mouigni Baraka.

Dans un communiqué en date du 02 septembre, le chef de l'Etat a exprimé sa volonté de dialogue pour promouvoir le consensus politique et la stabilité nécessaires pour le développement du pays. C'est un grand pas selon l'ancien gouverneur

de l'île de Ngazidja qui salue en retour le courage du chef de l'Etat de sortir les Comores de l'impasse dans laquelle ils se trouvent. « Nous espérons que le président de la République accompagnera ce dialogue prenant conscience de l'intérêt d'un pays démocratiquement stable, apaisé socialement, politiquement et juridiquement, condition préalable à une bonne gouvernance et à un développement durable », poursuit-il, avant d'ajouter que « la réception des trois gouverneurs est un bon signe avant la venue de la mission de l'UA ».

Le vice-président de l'Union de l'opposition appelle le président Azali Assoumani à user de ses prérogatives et de son bon sens d'homme de droit pour la libération des prisonniers politiques. «Avant 2017, on ne comptait aucun prison-



nier politique. Actuellement, le nombre s'est accru considérablement. Il est temps de trouver une solution afin de tempérer le climat de peur et de haine qui s'installe

dans notre pays, source d'un avenir inquiétant et désespérant ».

Mohamed Youssouf



## FAIT DIVERS

## Said Larifou en garde à vue puis relâché à La Réunion

*Said Larifou, avocat et politicien comorien, a été interpellé par la police aux frontières, lundi soir vers 23 heures, à l'aéroport Roland-Garros à La Réunion. Il a été relâché hier mardi pour des raisons « familiales ». Il est suspecté d'abus de biens sociaux et d'escroquerie.*

Said Larifou a été interpellé lundi dernier par la police aux frontières à La Réunion, en provenance de Moroni. Sa garde à

vue n'aura pas duré longtemps puisqu'il sera finalement relâché le lendemain dans la matinée. Cet avocat exerçant au barreau de Moroni a été entendu pour des faits datant de l'époque où il était avocat au barreau de Saint-Pierre. Selon Réunion lère, il était poursuivi par la Caisse nationale des barreaux français en mars 2018 pour ne pas avoir versé ses cotisations annuelles, leur devant ainsi près de 250 000 euros.

Par ailleurs, l'ex-avocat Saint-Pierrois n'exerçait plus en France

depuis le mois de juin 2015, après la liquidation de son cabinet. Une société assure par ailleurs que Larifou leur doit près de 2 millions d'euros. Dans cette interpellation, Said Larifou est entendu pour une affaire d'abus de biens sociaux et d'escroquerie. D'après une source locale, Larifou n'a été relâché que le temps d'assister à l'enterrement d'un proche. Il a ensuite de nouveau été placé en garde à vue.

MY

## CHAMPIONNAT DES COMORES, PHASE RÉGIONALE

## Volcan est champion

*Depuis le lundi 10 septembre 2018, Volcan (42 points) est leader régional. La courte victoire acquise à Moroni face à Élan (55e, 1-0), après la 20e journée, le met à l'abri de toute surprise saumâtre. Il reste encore deux journées pour la D1. Ngaya, son poursuivant direct, est accrédité de 33 points. Même s'il remporte les deux derniers matchs et que Volcan les perd, le classement ne changera pas.*

Les trois points acquis de justesse par Volcan club de Moroni, le lundi 10 septembre 2018 au détriment d'Élan club de Mitsoudje à l'occasion de la 20e journée du championnat régional permettent aux victorieux de fêter le titre. Le face-à-face entre les deux prétendants au titre a commencé à 100 à l'heure, même si les visiteurs, qui flottent au milieu du tableau (25 points), n'ont rien à perdre. La pre-

mière période s'est révélée infructueuse en buts. Volcan et Élan se séparent par un score nul et vierge (0-0). C'est à la suite des reproches et conseil du staff technique des locaux, émises à la mi-temps, que la physionomie du jeu a changé. Dès l'entrée du jeu, Volcan a intensifié la pression, misé sur les anticipations et instauré une rigueur offensive. Les occasions se multiplient.

**Défendre dignement l'honneur de Ngazidja**

A la 55e minute, une puissante frappe en pivot de Basler Kamal, effectuée dans un cafouillage, trompe Poitier (1-0). Ce but concrétise les ambitions des Moroniens, même s'il reste encore deux journées à défendre. Avec 42 points, Volcan est à l'abri de toute surprise saumâtre. Si son poursuivant le plus engagé, Ngaya club de Mde (33), remporte les deux matchs qui restent et qu'il

perd les siens, la différence de but le propulsera toujours au sommet du classement. Futur ambassadeur de Ngazidja à la phase nationale, félicitations !

Razida Abdourazak, vice-président des victorieux, explose de joie : « Avant de féliciter l'équipe pour sa prouesse, qui nous conduit au titre,

je tiens à remercier et à féliciter les différentes personnes qui ont eu à intégrer notre staff technique, depuis Stephane Abtoihji jusqu'à aujourd'hui. Cette victoire est le fruit d'un travail de longue haleine. On a eu ce titre la saison dernière. Et aujourd'hui, nous rééditons l'exploit. Je suis très heureux. Merci aux joueurs,

dirigeants et supporters. Et j'espère défendre dignement le flambeau de la Ligue de Ngazidja à la prochaine phase nationale ». Sollicités, les membres du staff technique d'Élan club n'ont pas voulu s'exprimer.

Bm Gondet



Volcan club de Moroni sacré champion régional

## RENCONTRE ENTRE LE PRÉSIDENT ET LES GRANDS ELUS

**Gouverneur Salami : "Un référendum, quel référendum?"**

Le président Azali Assoumani a reçu les grands Elus à Beït Salam ce lundi alors que le Haut représentant de l'Union africaine, Ramtane Lamamra est attendu ce mardi. Présent à la rencontre, le gouverneur de l'île d'Anjouan, Salami Abdou Salami a fait une déclaration à la presse, à la fin de l'entrevue. Celui-ci ne reconnaît toujours pas le référendum du 30 juillet et a affirmé « que le président Azali a tenu à parler de tout sauf des problèmes ». La tâche de Ramtane Lamamra s'annonce d'ores et déjà, très compliquée.

Le Haut représentant de l'Union africaine, Ramtane Lamamra, est attendu ce mardi pour favoriser un dialogue entre les différentes parties prenantes au vu de la crise politique qui prévaut. Nul ne se doutait que la tâche serait titanesque au vu des divergences qui tiraillent opposition et pou-

voir. La première ne reconnaît toujours pas le référendum et le deuxième axe ses priorités sur l'organisation d'élections présidentielles (et des gouverneurs) anticipées. Hasard du calendrier ou non, le président de la république a convié les Grands Elus à Beït-Salam à la veille de la venue de Ramtane Lamamra.

S'y trouvaient, les gouverneurs Mohamed Fazul, Abdou Salami, celui qui assure l'intérim de Hassan Hamadi ainsi que le président de l'Assemblée nationale, Abdou Ousseni. A la fin de l'entretien, le gouverneur Salami a accepté de faire une déclaration à la presse. Celle-ci a été sans ambiguïté. « Le président de la république, en tout cas, tel que moi j'ai compris, a tenu à ce qu'on parle de tout sauf des problèmes », a-t-il d'emblée affirmé. Comprendre, l'organisation des élections anticipées telles que prévues par la constitution révisée. A la question de savoir s'il reconnaissait le référen-

dum, il répondra par une autre : « y a-t-il eu un référendum ? », prouvant que sa position n'a pas changé d'un iota.

Vraisemblablement, selon notre interlocuteur, certaines positions étaient déjà tranchées. Et les discussions au vitriol : « Chacun avait ce qu'il avait à dire, certains en ont profité pour déverser leur haine sur d'autres », a-t-il révélé, ajoutant aussitôt qu'il en « parlerait plus en détails, un jour ». Le quotidien Masiwa, de ce lundi, a par ailleurs révélé que le gouverneur Salami allait faire l'objet d'une arrestation, dans le cadre de l'enquête sur la ten-

tative d'attentat perpétré contre Moustradrane Abdou alors qu'il était encore vice-président.

Interrogé, il répondra « je l'ai dit au président Azali, je ne suis pas du genre à fuir mes responsabilités, même si celui qui a un mandat pour procéder à mon arrestation me prévient à l'avance, loin de fuir, je lui fournirai mon adresse ». A cet instant précis, un des conseillers en communication de Beït-Salam a décidé de mettre fin à la conférence de presse, donnée il est vrai, sur le perron de la résidence présidentielle.

Faïza Soulé Youssouf

## RENCONTRE ENTRE LES GRANDS ELUS

**Le directeur de cabinet en charge de la défense et l'intérimaire du gouverneur Hassani Hamadi, pas sur la même longueur d'ondes**

Une rencontre entre le président et les Grands élus a eu lieu à Beït salam lundi dernier. A la fin de la rencontre, le directeur de cabinet en charge de la défense, Youssoufa Mohamed Ali s'est adressé à la presse en lieu et place du chef de l'Etat. « Il y a des élections qui vont se faire et il est tout fait normal que l'on se retrouve de façon apaisée pour les organiser de façon convenable, c'est une tradition du Chef de l'Etat, qui chaque fois qu'il doit prendre une décision importante, convie les grands élus », a-t-il lancé.

Avant de poursuivre, en qualifiant « la rencontre de positive ». « Nous avons discuté et ce qui est sûr, nous ne reviendrons pas sur la constitution qui a été votée et promulguée ». Il a par ailleurs réitéré que tout dialogue, alors que Lamamra est arrivé ce mardi, devait porter « sur les élections à venir, aucune concession concernant le référendum n'est

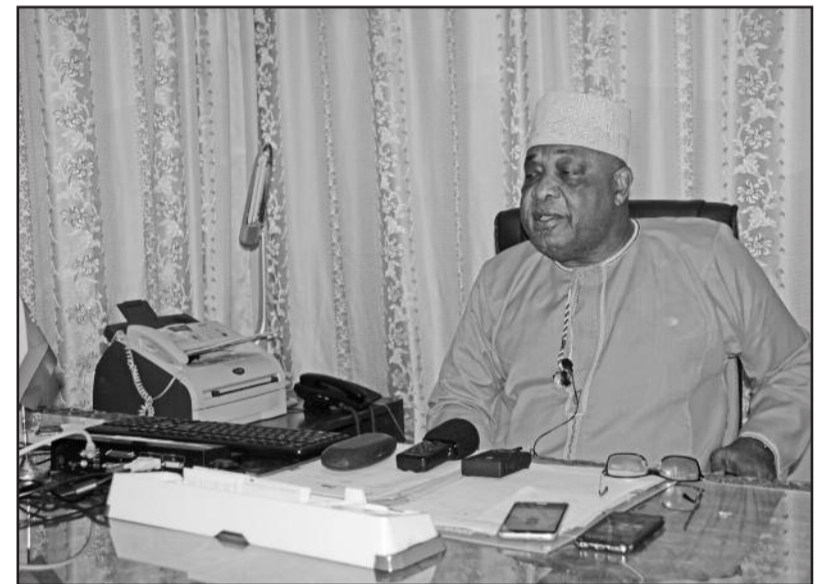
possible ». Quid de la position du gouverneur de l'île d'Anjouan, Salami, qui campe sur sa position et refuse toujours de reconnaître le référendum ? « Ce n'est pas grave, les divergences ont toujours existé, ce qui est à retenir, c'est que la majorité de ceux qui ont assisté à la rencontre ont une convergence de vues ». Il parlait donc du président de l'Assemblée, Abdou Ousseni, du gouverneur de l'île de Mwali, Mohamed Fazul et de celui qui assure l'intérim du gouverneur de Ngazidja, Said Ahmada Youssouf.

Celui-ci, à l'en croire a fait part de « suggestions intéressantes concernant la mise en application de la constitution révisée, qui devrait se faire dans la concertation et que la transition ait lieu de façon apaisée ». Il n'en fallait pas plus pour que le conférencier laisse entendre que le gouvernement de Ngazidja avait revu sa position et que ce dernier approuvait le référendum, ce qui n'était pas le cas jusqu'ici. Le gouverneur par intérim, Said Ahmada

Youssouf a tenu à réagir et a convoqué une conférence de presse dans la foulée, histoire « de recadrer » le premier collaborateur du chef de l'Etat.

Selon lui, la réunion des grands élus dont le président a été à l'initiative, n'était pas une réunion de concertation mais d'information », a-t-il déploré. Il a par ailleurs fait savoir que « jamais je n'ai reconnu le référendum, je ne suis que gouverneur par intérim, s'il y a une décision à prendre, elle sera prise par les 3 gouverneurs élus ». Said Ahmada Youssouf a néanmoins reconnu qu'il a évoqué au cours de l'entrevue, le manque de concertation par le gouvernement centrale liée à la mise en application de la constitution révisée, concernant par exemple, les Travaux publics de l'île qui sont désormais « sous l'égide du ministre de l'environnement, ou encore la confiscation de Radio Ngazidja par les autorités de l'Union ».

Il n'a fait qu'évoquer selon lui, ce qui se passait puisque n'assurant à



titre d'intérimaire du gouverneur Hassani Hamadi, que l'expédition des affaires courantes. « Cela ne veut aucunement dire que j'ai approuvé le référendum », ajoutant que Hassani Hamadi et Salami étaient toujours sur la même longueur d'ondes. Toutefois,

il reconnaît « que le dialogue entre les parties prenantes même s'il peut être ardu n'est pas impossible, des concessions peuvent être faites de part et d'autre.

Fsy

## TENTATIVE DE COUP D'ETAT

**Le chef d'Etat-major adjoint aux arrêts depuis lundi**

Le Chef d'Etat major adjoint, le colonel Ibrahim Salim, a été placé en détention provisoire lundi après-midi. L'information a été confirmée par sa femme, Nassabia Maoulana Idaroussi.



le colonel Ibrahim Salim chef d'etat-major adjoint de l'And

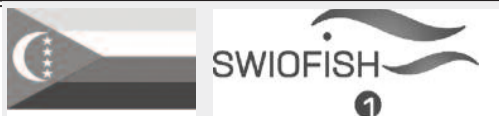
Le chef d'Etat-major adjoint serait inculpé pour tentative de coup d'Etat et complot contre la sûreté de l'Etat. Il se trouve à la maison d'arrêt de Moroni. Inconnu du grand public, le Colonel Ibrahim Salim est originaire de la ville de Ouani et a pris femme à Fombouni. Il a gravi les échelons au sein de l'armée et se serait occupé principalement de l'administration militaire. Il rejoint ainsi Me Bahassani Ahmed, l'écrivain Said Ahmed Said Tourqui, le Capitaine Fayssou à la maison d'arrêt, détenus pour les mêmes chefs d'inculpation depuis près d'un mois.

L'on serait en droit de se demander si dans les jours à venir, d'autres têtes, notamment militaires ne vont pas tomber dans le complot déjoué



contre la sûreté de l'Etat. Le 07 septembre, un mandat d'arrêt international a été émis contre l'ancien vice-président Djaffar Ahmed Said Hassani alors qu'il se trouve à l'extérieur du territoire national, ses deux passeports ont été annulés. Celui-ci est poursuivi pour des faits d'attentat et complot contre la sûreté de l'Etat.

Les inculpés seront jugés par la Cour de sûreté de l'Etat, une juridiction d'exception, et encourrent la peine capitale. La Gazette des Comores a cherché, en vain à, joindre une source officielle concernant l'arrestation du chef d'Etat-major adjoint.

La Rédaction



**UNION DES COMORES**  
Unité-Solidarité-Développement

---

**MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES (DGRH)**

**Premier Projet de Gouvernance des Pêches et Croissance Partagée du Sud -Ouest de l'Océan Indien, (SWIOFish1)- P132123/P132029**

**Appel à candidature pour le recrutement d'un responsable de communication du projet SWIOFish1**

**Date de l'avis : 05 Septembre 2018**

1. L'Union des Comores a reçu un don de l'Association Internationale de Développement et du Fond Mondial pour l'Environnement pour financer le coût du Premier Projet de Gouvernance des Pêches et Croissance Partagée du Sud-ouest de l'Océan Indien et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce fonds pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : **Recrutement d'un responsable de communication du projet SWIOFish1**

**2. Description des Tâches :**

Sous la supervision de la Direction Générale des Ressources Halieutiques (DGRH) et de la Coordination du Projet SWIOFish1, le/la responsable de communication aura pour tâches, entre autre, de :

- Assister la DGRH à travers ses entités et ses partenaires dans la gestion quotidienne de communication, de visibilité, de partage d'information et de plaidoyer.
- Assurer la mise en œuvre du Plan IEC élaboré par le Projet et proposer si nécessaire des mesures d'amélioration ;
- Appuyer la coordination dans ses relations avec les médias, en organisant des séances d'interviews, des conférences de presse, en rédigeant des communiqués et/ou dossier de presse, en encourageant la participation des médias aux activités du projet dans le sens de la diffusion, la publication et le reportage avant, pendant et après la mise en œuvre des activités etc...
- Assister la coordination du Projet et la DGRH dans la préparation de documents écrits (discours, talking points, questions et réponses pour les requêtes des media,)
- Organiser des rencontres avec la presse et les autres partenaires, en vue de permettre un partage d'informations concernant l'état d'avancement de la mise en œuvre des activités du Projet.

**3. Durée du travail du consultant :**

La durée du contrat est de 6 mois renouvelable après confirmation de la qualité de travail fournie.

**4. Profil du Consultant :**

- Avoir un Diplôme Universitaire de niveau master en communication ou dans un domaine ayant trait à la communication ;
- Avoir au moins 5 années d'expériences dans le domaine de la communication, de l'information ou du journalisme ;
- Avoir une bonne compréhension du rôle de la communication dans le domaine de la coopération internationale
- Jouir d'une bonne capacité d'analyse, de rédaction, être organisé(e), méthodique et attentif (ve) dans ses contacts avec les partenaires
- Avoir une très bonne connaissance de

l'outil informatique

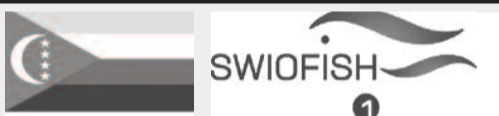
- Avoir une expérience des politiques de la Banque Mondiale, sera un atout
- Avoir des connaissances de l'Anglais sera un atout

5. Le Consultant (**Consultant Individuel**) sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans les **Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale, Janvier 2011 et révisées en juillet 2014.**



6. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires ou se procurer des termes de référence à l'adresse mentionnée ci-dessous du lundi au samedi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi : de 8 heures 30 minutes à 14 heures 30 minutes et du vendredi au samedi : de 8 heures 30 minutes à 11 heures 30 minutes (heure locale).

7. Les manifestations d'intérêt, constituées : i) **d'une lettre de motivation, ii) d'un Curriculum Vitae détaillé faisant ressortir les qualifications et l'expérience du Candidat et iii) des copies des diplômes, attestations et/ou certificats, etc.**, doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au **plus tard le Mercredi 19 Septembre 2018 à 10 heures, heure locale de Moroni – Union des Comores** à l'attention de Monsieur le Coordonnateur national et portant la mention: « **Recrutement d'un responsable de communication du projet SWIOFish1** »

**Premier Projet de Gouvernance des Pêches et de Croissance Partagée du Sud Ouest de l'Océan Indien (SWIOFish1) – Direction Générale des Ressources Halieutique – Moroni – Hamramba – BP : 41 – E-mail : swiofish.comores@yahoo.fr - Tél : (269) 763 64 22**



**UNION DES COMORES**  
Unité-Solidarité-Développement

---

**MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES (DGRH)**

**Premier Projet de Gouvernance des Pêches et Croissance Partagée du Sud -Ouest de l'Océan Indien, (SWIOFish1)- P132123/P132029**

**Appel à candidature pour le recrutement d'un assistant technique pour la Direction Générale des Ressources Halieutiques**

**Date de l'avis : 05 Septembre 2018**

1. L'Union des Comores a reçu un don de l'Association Internationale de Développement et du Fond Mondial pour l'Environnement pour financer le coût du Premier Projet de Gouvernance des Pêches et Croissance Partagée du Sud-ouest de l'Océan Indien et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce fonds pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : **Recrutement d'un assistant technique pour la Direction Générale des Ressources Halieutiques**

**2. Objectif de l'assistance**

L'objectif principal des services de l'Assistant Technique consiste d'une part, à accompagner la DGRH dans la mise en œuvre des activités régulières découlant de ses missions et d'autre part, à améliorer les travaux de mise en œuvre sur le terrain des activités, sur la cogestion, le développement des filières tout en facilitant les liens avec les partenaires techniques nationaux et internationaux pour une bonne mise en œuvre des activités de la DGRH.

**3. Description des Tâches :**

Sous la supervision de la Direction Générale des Ressources Halieutiques (DGRH) et de la Coordination du Projet SWIOFish1, le/la **assistant (e) technique** aura pour tâches, entre autre, de :

- Fournir une expertise et un appui à la préparation et la mise en œuvre de la politique et des programmes liés à la pêche ;
- Appuyer les activités liées à la mise en œuvre de la cogestion et fournir un appui technique pour la gestion des ressources, l'organisation des acteurs communautaires et institutionnels, le développement des filières pêche à haute valeur et à leur mise en œuvre effective, en coordination avec les actions de l'ENP (pots à poulpe, DCP...);
- Conseiller si nécessaire sur l'identification de nouveaux besoins ponctuels qui cadre avec la Politique et les Programme de la DGRH et appuyer la gestion et suivi des activités entreprises.
- Accompanyer les activités de recherches liées à la pêche ;
- Participer à la collecte, l'archivage et

l'analyse des informations sectorielles ;

- Représenter, en cas de besoins, la DGRH dans les forums nationaux et internationaux ;
- Toute autre tâche au besoin, telle que demandée par la DGRH.

**4. Durée du travail du consultant :**

La durée du contrat est d'un mois renouvelable après confirmation de la qualité de travail fourni.

**5. Profil du Consultant :**

Le consultant (Assistant Technique) doit avoir les compétences et qualifications requises suivantes :

- Titulaire d'un diplôme universitaire d'au moins bac+ 5 en Sciences marines ou halieutiques ou équivalent (économie rurale, gestion des ressources naturelles, etc.) ;
- Avoir une expérience d'au moins 7 ans dont 5 ans dans la gestion de projets ;
- Avoir une bonne connaissance des ressources marines et côtières ;
- Expérience avérée d'au moins 6 ans dans

le développement de la pêche ;

- Avoir de bonnes capacités de travailler en équipe ;
- Avoir une bonne qualité rédactionnelle et connaissance du français

6. Le Consultant (**Consultant Individuel**) sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans les **Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale, Janvier 2011 et révisées en juillet 2014.**

7. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires ou se procurer des termes de référence à l'adresse mentionnée ci-dessous du lundi au samedi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi : de 8 heures 30 minutes à 14 heures 30 minutes et du vendredi au samedi : de 8 heures 30 minutes à 11 heures 30 minutes (heure locale).

8. Les manifestations d'intérêt, constituées : i) **d'une lettre de motivation, ii) d'un Curriculum Vitae détaillé faisant ressortir les qualifications et l'expérience du Candidat et iii) des copies des diplômes, attestations et/ou certificats de travail, etc.**, doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au **plus tard le Mercredi 19 Septembre 2018 à 10 heures, heure locale de Moroni – Union des Comores** à l'attention de Monsieur le Coordonnateur national et portant la mention: « **Recrutement d'un assistant technique de la DGRH** »

**Premier Projet de Gouvernance des Pêches et de Croissance Partagée du Sud Ouest de l'Océan Indien (SWIOFish1) – Direction Générale des Ressources Halieutique – Moroni – Hamramba – BP : 41 – E-mail : swiofish.comores@yahoo.fr - Tél : (269) 763 64 22**